

Note d’information sur la situation économique nationale

Premier Trimestre 2018

### L’arrêté des comptes nationaux fait ressortir une croissance économique nationale, se situant à 3,2% au premier trimestre 2018 au lieu de 3,5% durant la même période de l’année 2017. Cette croissance a été tirée par la consommation finale des ménages et l’investissement dans le contexte d’une inflation maitrisée et du besoin de financement de l’économie nationale en augmentation.

### Une croissance économique soutenue par les activités non agricoles

**Le secteur** **primaire** a affiché un net ralentissement de son rythme de croissance passant de 13% au premier trimestre de l’année 2017 à 2,7% durant la même période de l’année 2018. Cette évolution s’explique par une hausse de 2,5% de la valeur ajoutée de l’activité agricole au lieu de 14,8% une année auparavant et de celle de la pêche de 5% au lieu d’une baisse de 4,3%.

De son côté, **la valeur ajoutée du secteur secondaire,** en volume**,** a réalisé une augmentation de 4,1% au lieu de 0,7% le même trimestre de l’année 2017. Ceci résulte de l’amélioration des valeurs ajoutées :

* de l’industrie d’extraction de 16,6% au lieu de 1,8% ;
* de l’électricité et eau de 7,8% au lieu d’une baisse de 0,5% ;
* des industries de transformation de 3,2% au lieu de 0,9%;
* du bâtiment et travaux publics de 0,4% au lieu de 0,2%.

**La valeur ajoutée du secteur tertiaire**, a ainsi affiché une augmentation de 3% au lieu de 2,9% le même trimestre de l’année 2017, marquée par une amélioration des activités :

* du commerce avec 4,5% au lieu de 4,3%;
* des services financiers et assurances avec 3,3% au lieu de 2,9% ;
* des postes et télécommunications avec 2,5% au lieu de 1,2%.
* des services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale avec 0,2% au lieu d’une baisse de 2%.

Et ce, malgré le ralentissement de la croissance pour:

* les hôtels et restaurants à 6,7% au lieu de 9,9%;
* le transport à 3,6% au lieu de 3,8% ;
* les services rendus par l’Administration Publique générale et la sécurité sociale à 3,1% au lieu de 3,7%;
* les services rendus aux ménages et aux entreprises à 2,9% au lieu de 3,5%.

Au total, la **valeur ajoutée des activités non agricoles** a connu, ainsi, une hausse de 3,4% au lieu de 2% affiché au premier trimestre de l’année 2017.

Dans ces conditions, et tenant compte de l’accroissement de 2,2% des impôts sur les produits nets des subventions au lieu de 2,7%, **le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume** s’est accru de 3,2% durant le premier trimestre 2018 au lieu de 3,5% une année auparavant.

**Inflation maitrisée**

Aux prix courants, le PIB a connu une augmentation de 4,9% durant le premier trimestre 2018. De ce fait, la hausse du niveau général des prix a été de 1,7% au lieu de 0,8% une année auparavant.

**Une croissance soutenue par la demande intérieure et freinée par les échanges extérieurs**

* Consolidation de la demande intérieure

La demande intérieure a affiché un taux d’accroissement de 4,7%, soit le même rythme que l’année précédente, contribuant ainsi pour 5,1 points à la croissance économique nationale.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont connu une hausse de 3% au lieu de 5%, contribuant pour 1,8 point à la croissance au lieu de 2,9 points. De même, la consommation finale des administrations publiques a connu une augmentation de 2% au lieu de 1,6% au premier trimestre de l’année précédente, avec une contribution à la croissance de 0,4 point au lieu de 0,3 point.

De son côté, l’investissement brut (formation brute de capital fixe et variation de stocks) a enregistré une hausse de 9,7% au premier trimestre 2018 au lieu de 6,2% une année auparavant, avec une contribution à la croissance de 2,9 points au lieu de 1,8 point, durant le même trimestre de l’année précédente.

* Une contribution négative des échanges extérieurs

Les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé une contribution négative à la croissance, se situant à 1,9 point au lieu de 1,5 point le même trimestre de l’année précédente. Les exportations de biens et services ont affiché une hausse de 6,8% durant le premier trimestre 2018 au lieu de 7,3%, avec une contribution à la croissance de 2,5 points au lieu de 2,6 points. Les importations, de leur côté, ont connu un accroissement de 9,6% au lieu de 9,4%, avec une contribution négative de (-4,4) points au lieu de (-4,1) points une année passée.

Une hausse du besoin de financement de l’économie

Avec une augmentation de 13,1% des revenus nets reçus du reste du monde au lieu d’une baisse de 5,7% durant le premier trimestre 2017, le revenu national brut disponible a progressé de 5,3% au premier trimestre 2018 au lieu de 3,7% l’année précédente.

Compte tenu de l’accroissement de 4,3% de la consommation finale nationale en valeur au lieu de 4% enregistré une année auparavant, l’épargne nationale s’est située à 28,8% du PIB au lieu de 27,9%.

L’investissement brut a représenté 33,8% du PIB au lieu de 32,1% durant le même trimestre de l’année précédente. Le besoin de financement de l’économie nationale a connu ainsi une hausse, passant à 5% du PIB après avoir été de 4,2% au premier trimestre 2017.

**En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du premier trimestre 2018 :**

